



FORUM PHILO 2015 : OU EST LE POUVOIR ?

Présentation de la bibliographie

Le pouvoir, au sens large, c'est la faculté d'agir sur les êtres et les choses. Termes proches, mais pas synonymes : puissance, domination, influence, force. En un sens plus étroit, c'est la faculté d'exercer sur un homme une domination telle qu'on obtienne de lui des actes qu'il n'aurait pas accomplis spontanément. Selon **Voltaire**, "le pouvoir c'est la possibilité de faire faire à d'autres ce qui me plaît"

Le mot pouvoir évoque tout de suite le pouvoir politique; et c'est à celui-ci que sont consacrés la plupart des ouvrages de la bibliographie, surtout les classiques. Mais le pouvoir politique n'est qu'une forme de pouvoir parmi beaucoup d'autres : il y a un fait social du pouvoir. Tout groupe, qu'on y appartienne par situation (famille, nation) ou par adhésion (parti, équipe sportive, association) peut exiger de ses membres certains actes, ou lui imposer des limites. Le pouvoir du groupe implique les devoirs de ses membres.

Dès lors on peut se demander comment s'exerce le pouvoir, et comment s'y soumet-on ? Il y a une différence, selon **Platon** dans le *Criton*, entre l'obéissance et la soumission, comme entre l'autorité et la domination : on obéit à l'autorité parce qu'on la reconnaît raisonnable; on se soumet à une domination oppressive . La plupart des formes concrètes de pouvoir combinent en proportions diverses l'autorité et la domination. **La Boétie** s'interroge sur les raisons de la servitude volontaire (*Discours sur la servitude volontaire*) 1576. La propagande est un moyen d'exercice du pouvoir: elle essaie de transformer le pouvoir du groupe en vouloir de ses membres. **Platon** , dans de nombreux dialogues, reconnaît, souvent pour la dénoncer, la puissance de la rhétorique dans l'exercice du pouvoir.

Les multiples pouvoirs à l'intérieur d'une société peuvent entrer en conflit, il est donc nécessaire de les hiérarchiser. C'est la fonction du Droit et du pouvoir politique. Le Droit se présente comme une technique d'agencement des pouvoirs sociaux dont l'opérateur serait le pouvoir politique. Toute la tradition de la philosophie politique de l'Antiquité à la Renaissance cherche à définir l'ordre politique le meilleur en tant qu'il est le plus favorable à la vertu. Dans *La République*, **Platon** présente une cité idéale où les rois seraient philosophes ou les philosophes deviendraient rois. **Machiavel** rompt avec cette tradition : il donne des conseils au Prince (*Le Prince*, 1469) pour se maintenir au pouvoir, pouvoir qu'il a acquis par la violence. La fin justifie les moyens; la force et la ruse sont bonnes si elles sont nécessaires. "Il n'est pas nécessaire à un prince d'avoir toutes les bonnes qualités dont j'ai fait l'énumération, mais il est indispensable de paraître les avoir".

Sur la question de l'origine et du fondement du pouvoir, Machiavel inaugure le courant du **réalisme politique** : le pouvoir est un fait accompli; quelle que soit son origine, il est de toutes façons nécessaire; par conséquent sa stabilité suffit à le justifier. Pour **Hume**, au XVIIIème siècle, le temps donne au pouvoir sa légitimité : "Le droit à l'autorité n'est rien que la possession constante de l'autorité". De même pour **Pascal**, le pouvoir est institué par le hasard mais doit être respecté.

Le pouvoir peut aussi être considéré comme une **institution divine**. **St Paul, Jean Bodin, Bossuet, de Maistre**. Le droit divin comme justification des monarchies occidentales.

A ces doctrines s'opposent celles qui voient le pouvoir comme une institution humaine rationnelle. Auteurs des XVII et XVIIIèmes siècles : **Grotius, Spinoza, Hobbes, Locke, Rousseau**. Notions centrales : le droit naturel, et le contrat. Ces auteurs refusent de fonder le droit sur le fait. Il ne s'agit pas de chercher l'origine historique du pouvoir, mais d'en déterminer le fondement **légitime**. Parce que les hommes sont libres et égaux en droits, aucun pouvoir n'est fondé s'il ne repose pas sur le consentement, c'est-à-dire le renoncement volontaire et réfléchi de chacun au droit naturel qu'il a d'agir de son propre chef. Par le pacte d'association ou **contrat**, la société se constitue en communauté juridique ou Etat de droit. Le pouvoir politique a pour moyen la contrainte, mais s'il est légitime, il a pour fin la sûreté mais aussi la liberté des individus. Pour **Rousseau**, avec le *Contrat social*, la loi est l'expression de la volonté générale; le peuple, en obéissant aux lois n'obéit pourtant qu'à lui-même; et "l'obéissance à la loi qu'on s'est prescrite est liberté." **Hegel** pousse au paroxysme cette conception rationnelle de l'Etat : l'Etat est le rationnel en soi et pour soi (*Principes de la philosophie du droit*, 1821).

Le pouvoir d'Etat s'exerce en principe dans l'intérêt général, mais en fait la distinction entre gouvernants et gouvernés induit pour ceux-ci une menace permanente d'abus de pouvoir. **Montesquieu** dans *De l'Esprit des lois* élabore la théorie de la séparation des pouvoirs pour conjurer ce risque. Au XIXème siècle, **Tocqueville**, dans *De la démocratie en Amérique*, montre la danger que fait peser le pouvoir, même démocratique, sur la liberté.

A partir du XIXème siècle, les grands textes sur le pouvoir sont le plus souvent des textes de critique du pouvoir. Critique parfois radicale comme celle de la doctrine **anarchiste** qui rejette toute forme d'autorité s'exerçant du haut vers le bas sur la société (**Bakounine**). La critique **marxiste** met en question la théorie de l'Etat de droit selon laquelle le pouvoir politique serait séparé de la société, situé au-dessus d'elle, au-dessus des partis et des classes. L'Etat est partie prenante des conflits sociaux, il est au service de la classe dominante, et la lutte des classes se traduit inévitablement au cours de l'Histoire par des révolutions. Les critiques du pouvoir ne vont pas toujours jusqu'à vouloir la Révolution ou la disparition de l'Etat, mais incitent à la résistance au pouvoir que le philosophe **Alain** considère comme une vertu civique aussi importante que l'obéissance.

Dans un tout autre domaine, l'œuvre de **Freud** mettant en lumière les pouvoirs de l'inconscient met en question les pouvoirs des sujets que nous sommes : "le Moi n'est pas maître dans sa propre maison". Avec les philosophes du soupçon (**Nietzsche, Marx, Freud**), on voit apparaître l'idée que le pouvoir n'est pas là où on croyait qu'il était. Les catégories se brouillent. L'emploi du mot pouvoir évolue. Il en vient à désigner, dans la deuxième moitié du XXème siècle, autant une institution ou une puissance qu'une stratégie complexe et multiforme débordant la sphère politique. Pour **Michel Foucault**, le pouvoir, ou plutôt les

pouvoirs sont diffus, et les institutions qui les exercent sont multiples : l' Ecole, le marché, la prison (*Surveiller et punir*), la médecine (*Histoire de la folie*). L'Etat lui-même prend appui sur des rapports de force multiples qu'il intègre mais qu'il ne crée pas. Le pouvoir n'est donc jamais tout puissant, mais il est infini, c'est pourquoi la lutte contre le pouvoir est sans fin, et ne peut être que locale. **Pierre Bourdieu**, dans ses ouvrages sur l'Ecole (*Les Héritiers, La Reproduction, La Noblesse d'Etat*), ou sur les rapports hommes/femmes (*La domination masculine*) montre comment les institutions contribuent à transmettre les valeurs et les normes des classes dominantes. Le pouvoir est une relation s'exerçant sur des consciences, mais qui n'implique pas toujours une volonté consciente de dominer, ni même pour ceux qui s'y soumettent, la conscience de la subir.

La préoccupation politique n'est pas pour autant absente chez les auteurs récents et contemporains. Il faut essayer de comprendre et d'analyser ce qui a rendu possible la deuxième guerre mondiale et les régimes politiques s'imposant par la terreur et la violence. On voit apparaître, ou remettre en vigueur des termes désignant des formes de pouvoir caractéristiques des sociétés modernes : technocratie, bureaucratie (**Max Weber, Michel Crozier, Claude Lefort**). Selon **Hannah Arendt** (*Les origines du Totalitarisme, 1951; Du mensonge à la violence*) la violence est le contraire du pouvoir; les deux s'opposent par leur nature même. "Lorsque l'un des deux prédomine de façon absolue, l'autre est éliminé. La violence se manifeste lorsque le pouvoir est menacé, mais si on la laisse se développer, elle provoquera finalement la disparition du pouvoir."

On souligne souvent chez ces auteurs récents le rôle essentiel du langage dans la conquête et l'exercice du pouvoir. Importance de la propagande dans le développement des régimes totalitaires. Le langage , explique **Austin** dans *Quand dire c'est faire*, n'a pas qu'une fonction représentative mais aussi performative. Le pouvoir du langage est de nos jours décuplé par le développement et la diversification des médias. L'idée que la presse constitue un 4ème pouvoir est apparue dès la fin du XVIIIème siècle. Mais ce rôle de contrôle des 3 pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire par les médias ne s'est-il pas retourné au point qu'ils pourraient être une menace pour la démocratie (**Régis Debray, Marcel Gauchet**). Significatif du rôle essentiel de la parole dans l'exercice du pouvoir , ce grand titre en première page du *Monde* de dimanche dernier 27 septembre : "Les polémistes vont-ils prendre la place des hommes politiques ?